

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s**

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghiati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



**Vanessa Ghiati**  
Adjointe à la maire  
chargée de l'Éducation  
Conseillère régionale  
vghiati@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV, Génération-s et citoyen-ne-s**

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



**Dominique Trichet-Allaire**  
Adjointe à la maire chargée de la Transition écologique, Nature en ville, Biodiversité, Énergies renouvelables, Propreté et Zéro déchet  
Conseillère départementale.  
dtrichet-allaire@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s**

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



**Corinne Parmentier**  
Adjointe à la maire chargée du Développement économique, des Commerces, de l'Artisanat, de l'Économie sociale, solidaire et circulaire.  
cparmentier@ville-malakoff.fr

**Protéger les habitant-e-s**

On nous avait promis que la libéralisation du marché de l'énergie et l'ouverture à la concurrence du monopole d'EDF assureraient aux consommateurs des prix toujours plus bas. On voit ce qu'il en est : le chantage de la Russie sur la livraison de gaz fait exploser le système, les fournisseurs privés d'énergie se frottent les mains et le gouvernement traîne de pieds pour taxer les superprofits de ces grands groupes. En conséquence, nos factures vont sévèrement augmenter dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain, pour les particuliers comme pour les collectivités : moins de pouvoir d'achat et plus de difficulté pour financer les services publics en perspective. À Malakoff, nous sommes engagés depuis longtemps dans la transition écologique. Mais nous voulons une transition qui protège, une transition qui amortisse pour les habitant-e-s les effets des crises et du dérèglement climatique, une transition qui n'exclue personne mais qui, au contraire, accompagne chacune et chacun dans les nouvelles habitudes de consommation. C'est, typiquement, l'exemple de la géothermie que nous allons enfin mettre en œuvre. La géothermie garantira une énergie propre, durable, et sociale : les prix seront contrôlés, et la société qui l'exploitera sera 100% publique. Ainsi, les bénéfices dégagés n'iront pas dans la poche des actionnaires, mais seront automatiquement réinjectés dans l'entreprise pour entretenir les réseaux et améliorer la qualité de la distribution. Le droit de se chauffer, de bénéficier d'un cadre de vie agréable et sécurisé fait partie des droits fondamentaux. La recherche permanente de profits privés, l'exploitation effrénée des ressources périssables de notre planète alimentent le réchauffement climatique et la crise sociale. Il faut en sortir ! À Malakoff, nous développons un modèle plus vertueux, qui protège les habitant-e-s en même temps que la planète. C'est pour cette raison que nous sommes particulièrement heureux que la géothermie, très bientôt, entre dans nos vies quotidiennes.

**Une élue de Malakoff aussi au Département**

En juin 2021, vous m'avez fait l'honneur de m'élire conseillère départementale du canton de Malakoff-Montrouge avec 55,41% des suffrages. À cette occasion, trois élu-e-s écologistes sont rentré-e-s au Conseil départemental des Hauts-de-Seine, bousculant ainsi les habitudes de cette assemblée.

En un an de mandat et bien que siégeant dans l'opposition, les élu-e-s écologistes au Département sont, entre autres, intervenu-e-s sur le Plan vélo du 92, sur le Plan de limitation des gaz à effet de serre et sur le Plan de prévention du bruit nous informant de la pollution sonore dans les Hauts-de-Seine. Notre Département, bien que riche, est aussi tristement connu pour sa politique antisociale : nous revendiquons un RSA avec un volet social plus fort, une amélioration de la condition de vie dans les Ehpad ainsi que pour les enfants en situation de handicap. Avec les services de la ville de Malakoff, nous travaillons le contrat de développement Département-Ville qui permet de financer chaque année plusieurs millions d'euros sur notre ville. En soutien aux associations, comme Scarabée à Malakoff, j'ai interpellé directement le préfet pour dénoncer la situation scandaleuse des mineurs sans-papiers devenus jeunes majeurs, mais bénéficiant d'un emploi ou d'une formation, et qui sont tout de même menacés d'obligation de quitter le territoire ! C'est le cas de Moctar, jeune apprenti boulanger de l'Écureuil à Malakoff.

Enfin le Département, ce sont aussi les collèges et leurs cantines : je participe à tous les conseils d'administration des collèges Paul-Bert et Henry-Wallon pour faire remonter les requêtes et aspirations.

Restant à votre disposition, n'hésitez pas à me contacter.

*«Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles qui sont : la liberté, la prospérité, la sûreté et surtout la résistance à l'oppression.»*  
Olympe de Gouges.

**«Dark store», faut-il en avoir peur ?**

Un «dark store» est un mode de distribution de produits de consommation courante commandés depuis une application en ligne, puis livrés dans des délais réduits. Les locaux situés au plus près du client sont constitués d'entrepôts fermés au public où s'effectue la préparation des commandes passées par internet. Depuis peu, nous voyons fleurir sur nos communes ces «commerces» qui tentent de s'implanter dans les locaux vacants.

Le service offert correspond à une explosion de la demande, accélérée par les périodes de confinement. Le commerce local de Malakoff s'est rapidement confronté aux difficultés de la logistique qu'impose la livraison de proximité. Certains sont passés par des plateformes en ligne, d'autres, par des sous-traitants spécialisés, quant aux acteurs historiques de la grande distribution, ils sont tous engagés dans la livraison rapide.

Le modèle du «quick commerce» n'est pas sans rappeler l'affrontement que s'était livré les acteurs de vélos en libre-service ou les opérateurs de trottinettes électriques. Une régulation est à prévoir, par ailleurs, on observe dans le secteur de la livraison l'émergence des modèles collaboratifs, respectueux de l'environnement et des conditions de travail. Est-ce que l'explosion de la livraison de proximité concurrence ce secteur d'activité ? Certainement. Doit-on craindre le remplacement du commerce de proximité ? Je ne le crois pas. Doit-on être vigilant et sécuriser les linéaires commerciaux des centres-villes ? Évidemment !

Aujourd'hui, la seule voie pour préserver l'installation en priorité de commerces ouverts aux clients est de nous appuyer sur notre Plan local d'urbanisme (PLU), afin de distinguer les locaux commerciaux des locaux destinés à l'entrepôt. Ainsi, la transformation de locaux commerciaux vers une autre destination nécessite une autorisation d'urbanisme.

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS  
 LES DENIERS PUBLICS N'ONT PAS VOCATION À LA PROMOTION DES MANDATS ELECTORAUX

**Opposition municipale – élus  
 France insoumise et citoyen.ne.s**

> 4 élus: Anthony Toueilles, Nadia Hammache, Héli Bel Hadj Youssef, Martin Vernant

**Opposition municipale – élus  
 Demain Malakoff. Collectif Citoyen –  
 Écologie, Gauche, Centre**

> 5 élus: Olivier Rajzman, Emmanuelle Jannès, Roger Pronesti, Charlotte Rault, Gilles Bresset

**Opposition municipale – élu  
 Malakoff Citoyen**

> 1 élu: Stéphane Tauthui



**Anthony Toueilles**  
 Conseiller municipal  
 Président du groupe France  
 insoumise  
 atoueilles@ville-malakoff.fr



**Emmanuelle Jannès**  
 Conseillère municipale  
 Emmanuellejannes@yahoo.fr



**Ange Stéphane  
 Tauthui**  
 Conseiller municipal  
 06 22 71 07 24  
 stauthui@ville-malakoff.fr

**Mobilisation générale  
 à Malakoff et ailleurs**

Les prix de l'alimentation ont augmenté de 7%, l'électricité de 8% et l'essence est à presque 2 euros. Un Français sur dix saute un repas, c'est un peu plus pour ceux qui renoncent aux soins médicaux, plus de la moitié des Français pensent devoir baisser le chauffage cet hiver, même dans les passoires thermiques. 10 millions de citoyens vivent sous le seuil de pauvreté, la classe moyenne pourrait elle aussi basculer dans la pauvreté, tout cela dans la 6<sup>e</sup> puissance mondiale. Les problèmes sont multiples, certaines entreprises du CAC 40 détiennent un quasi-monopole sur certains secteurs, ils en profitent pour gonfler leur marge et spéculer sur les prix, c'est le cas dans le secteur agro-alimentaire, pour les matières premières mais également dans le secteur de l'énergie, où Total a fait un bénéfice record au premier semestre avec 18 milliards de bénéfices alors que le prix à la pompe ne faisait qu'augmenter pour les citoyens. Les salaires stagnent, les prix augmentent, les ultras riches se gavent. Sur ces six premiers mois le CAC 40 a déjà fait 73 milliards de bénéfices, notamment dû à la flambée des prix. Il est donc plus que nécessaire de se mobiliser partout et de manière massive pour demander l'augmentation des salaires, le blocage des prix et la taxation des super profits. Cet argent permettrait d'investir dans nos services publics, contre le dérèglement climatique, pour nos jeunes et nos anciens. Concernant les deux projets Insee et Dolet, nous y sommes opposés et mobilisés aux côtés des habitants. Nous demandons que l'Insee soit réhabilité et non pas détruit, dans les deux cas il faudra désamianter le bâtiment, remplacer un bloc de béton par un autre bloc de béton n'a aucun sens. Concernant le projet Bouygues à Dolet, nous demandons que Malakoff Habitat ne cède pas de son emprise au sol à Bouygues. Le patrimoine de la ville ne doit pas être bradé, les habitants doivent être écoutés!

**Notre environnement:  
 notre santé!**

Les effets du changement climatique et de décennies d'inertie en matière d'écologie se font durement sentir à Malakoff, comme dans toutes les villes de petite couronne en Île-de-France. On voit bien que les logiques des « petits pas » et du « tout doit être pris en charge par l'État » ne sont pas adaptées. Il est urgent que chacun prenne sa part : pouvoirs publics (collectivités territoriales, État), acteurs économiques, associations, citoyens... À Malakoff, notre municipalité se targue d'avoir une politique écologique. Mais nous sommes loin du compte! Concernant la lutte contre les pollutions, la ville applique désormais la réglementation sur les véhicules polluants mais n'a jamais été proactive dans ce domaine: il aura fallu plus de quinze ans et une pandémie pour voir le plan vélo se mettre en place (a minima) dans le cadre d'un plan de déplacements qui donne enfin sa place aux circulations douces. Face au réchauffement climatique, nous déplorons le choix récent de saccager la seule zone de fraîcheur de la ville. Reconstruire le collège Wallon entre le stade Cerdan et le parc Salagnac au lieu d'agrandir ce dernier est un dommage que l'aménagement d'un espace vert à la place du collège actuel et la plantation d'arbres à proximité ne compenseront pas! Pire, l'artificialisation partielle de la pelouse du stade aggravera le réchauffement. Ailleurs, des malfaçons liées à certaines toitures végétalisées sont au contraire sources de dégâts sanitaires inquiétants, comme la prolifération de moustiques tigres toute l'année dans le quartier de la ZAC Dolet depuis la livraison de celle-ci. Il est urgent de bâtir une politique cohérente et ambitieuse! Nous attendons des actes forts comme la végétalisation des bâtiments, la mise en place d'un plan biodiversité, la sanctuarisation des îlots de fraîcheur et surtout la définition d'objectifs clairs liant santé et environnement.

**Un avenir en chute  
 libre**

Des candidats sans connaissance académique et la perte d'attractivité des métiers d'enseignement. Encore des changements qui mineront en profondeur la qualité de l'enseignement qui sera offert aux futures générations et elles en seront les premières victimes ainsi que les jeunes enseignants, sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire. Dans la petite enfance il est proposé de prendre du personnel non formé pour combler le manque de personnel. Si nous en sommes là c'est parce que tous les gouvernements et formations politiques ont échoué dans la gestion de base du quotidien des citoyens. Ils ont préféré s'occuper du reste du monde en s'ingérant dans des pays, en voulant leur transmettre leurs intérêts politiques et économiques, en dépit des manquements dans notre propre pays. Et si nous reprenons le tout en y mettant les moyens et renforçons les services publics, nous laissons aussi la liberté au privé de nous créer des emplois, de nous rechercher des ressources en respectant la planète, d'agir en ambassadeurs de la France et aux politiques de faire leurs missions pour le bien des populations et non pour valoriser leur parti politique en mettant en trophée des territoires qui basculent dans le clan, alors qu'aucun changement n'est enregistré. Nous disons bien vive la république et vive la France, alors pourquoi stigmatiser la population et se plaindre des mêmes citoyens? Les citoyens reprennent partout de la voix dans l'espace public suite aux défaillances du système politique, écologique, économique et de la crise démocratique. Il nous est demandé pour passer l'hiver de faire l'économie de l'électricité, décaler nos consommations. Pourquoi seuls nous citoyens devons faire ces efforts? Quid des dirigeants et oligarques? Le débat politique citoyen est ouvert avec le Malakoff Citoyen qui reste à l'écoute et ne se refuse pas de vous rencontrer!